

Les autorités auto-proclamées du Kosovo ne sont pas à une provocation près : leur agenda, qui contient l'idée de créer un Kosovo ethniquement pur, est bel et bien toujours d'actualité. Pour ce faire, les trafiquants de drogue, terroristes et mafieux en tous genres que l'Occident a transformés en un tour de passe passe en de gentils hommes politiques ne connaissent qu'une méthode : la violence et la peur. Sachant pouvoir compter sur une presse occidentale aux ordres et totalement impartiale sur la question du Kosovo, leurs efforts cherchent à provoquer la population serbe restant vivre sur ses terres au Kosovo . Cette politique a pour but de faire réagir Belgrade et de jouer encore une fois, 20 ans plus tard, la carte de la victimisation face au Serbe qui, de toute façon, est forcément coupable!

C'est donc en suivant cette escalade de la tension que Priština a décidé de transformer la « Force de sécurité du Kosovo » en véritable armée et ce, contre l'avis de l'OTAN, du parrain du Kosovo (les États-Unis) et de la plupart des pays Occidentaux, soutenant pourtant aveuglement le Kosovo. En 2018, plusieurs événements ont amené le Kosovo au bord de la guerre civile. En mars 2018, le Directeur du bureau du Kosovo-Métochie, Marko Djurić, en visite officielle auprès des maires des communes serbes du Kosovo-Nord a été littéralement kidnappé à Mitrovica puis molesté dans les rues de Priština par la police du Kosovo. En septembre 2018, des membres de cette même police ont bloqué la centrale électrique de Gazivode, lors d'une opération commando digne des plus mauvais films américains . Enfin en décembre, les autorités auto-proclamées de Priština ont déclaré un blocus commercial aux frontières avec la Serbie, provoquant des manques alimentaires importants dans la partie majoritairement serbe du Kosovo-Nord. Contrairement aux règles de l'OMC de liberté commerciale et à toutes les règles du droit internationale, ils ont imposé de taxer à 100 % tous les produits en provenance et/ou à destination de la Serbie, provoquant un arrêt brutal des échanges et en cascade de nombreuses fermetures d'entreprises. La décision d'instaurer des taxes

sur les produits Serbes et de Bosnie-Herzégovine (les 2 pays de l'ex-Yougoslavie qui ne reconnaissent pas le Kosovo) est intervenue après un énième échec des autorités Kosovares à intégrer l'agence INTERPOL. Belgrade par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères Ivica Dačić mène en effet une bataille acharnée sur la question du statut international du Kosovo.

En avril 2019, la politique de provocation continue. La police spéciale de l'Etat auto-proclamé du Kosovo a, sous prétexte de stopper une filière de trafiquants, mené une opération d'envergure à Mitrovica-Nord, Zvečan et Leposavić, trois communes serbes au nord du Kosovo. 16 policiers serbes ont été arrêtés et 2 membres russes de l'ONU. Mais les sbires de la police spéciale du Kosovo (ROSE) ne se sont pas empêchés de terroriser la population serbe, en tirant sur certains passants, au risque de créer de nouvelles émeutes chez les Serbes du Kosovo.

Cette stratégie de la tension, permettant aux Albanais de mener une pression constante sur les autorités serbes, a aussi été appliquée sur le plan diplomatique en France même. Lors des célébrations du 11 novembre 2018, le Président de cet Etat-failli, poursuivi par des cours de justice suisse et serbe pour trafic d'organes, Hashim Thaçi, a réussi à se placer juste derrière le président français, alors que Alexandre Vučić, était relégué au troisième rang. Cela semble une ironie de l'histoire, quand on sait que lors de la Première Guerre mondiale, la Serbie, alliée à la France au sein de l'Armée d'Orient avait obtenu la première victoire décisive à Dobro polje dès le 15 septembre 1918, a sacrifié un tiers de sa population civile pour la Victoire finale, le Kosovo-Métochie était simplement une province méridionale de la Serbie et les Albanais des ennemis de l'Armée d'Orient.

En décembre 2018, cette politique très habile des Albanais du Kosovo a abouti à l'installation du drapeau albanais, aux côtés de nombreux drapeaux des

pays vainqueurs de la Première guerre mondiale, à l'intérieur de la cathédrale Notre Dame de Paris. Cela est d'autant plus tragique que c'est au sein de cette même cathédrale, siège des rois de France, qu'en juin 1389, les cloches ont retenti à l'occasion des premières victoires serbes contre l'envahisseur ottoman! Enfin, en mai 2019, les autorités auto-proclamées de Priština ont réussi à inverser totalement le sens de l'histoire. Grâce à la bénédiction du gouverneur militaire des Invalides et d'un appui au gouvernement français, l'Ambassadeur du Kosovo à Paris a réussi le tour de force d'organiser, au sien de la chapelle des Invalides, jouxtant la tombe de Napoléon, une soirée en l'hommage, selon lui des «20 ans de paix au Kosovo» et, ultime sacrilège, de faire chanter à un muezzin l'appel à la prière musulmane dans un des plus hauts lieux du christianisme français. Les 250 000 serbes et 60 000 Roms expulsés de leur terre natale par ces mêmes autorités depuis 1999 seront contents de savoir que «la paix règne au Kosovo»; sans parler des 135 églises orthodoxes détruites et du pogrom anti-serbe de mars 2004, lorsque 19 personnes ont été tuées et 34 églises orthodoxes serbes détruites sous le regard quasiment impassible de l'ONU et des soldats de l'OTAN sur place

On voit bien les effets déstabilisateurs à long terme de l'agression de l'OTAN: en facilitant l'émergence d'un gouvernement albanais au Kosovo, la communauté internationale a permis le développement d'une stratégie de la tension porteuse de nouvelles fractures. Cette stratégie de la tension ne semble pas vraiment payer car premièrement Belgrade ne répond pas à la violence par la violence et évite donc pour le moment de rentrer dans le jeu de provocation de Priština. Deuxièmement le radicalisme de Priština dans les négociations, l'attitude désinvolte et outrageuse de ses représentants vis-à-vis des représentants de l'Union Européenne (en charge des discussions de paix) sont autant d'arguments utilisés par Belgrade pour rallier des pays à sa cause. En effet, les autorités serbes ont lancé depuis maintenant 2 ans une campagne internationale de lobbying afin que des pays reconsidèrent leur choix de reconnaître le Kosovo. En clair cela veut dire que le ministre des Affaires Etrangères serbe multiplie les actions afin de convaincre ses homologues de ne plus reconnaître

le Kosovo en tant qu'État indépendant mais plutôt de ce ranger derrière la résolution 1244 de l'ONU qui stipule que le Kosovo est une région serbe. C'est ainsi que plus de 12 pays sont revenus sur une décision première de reconnaissance depuis 2 ans, grâce à l'action diplomatique du Ministère des Affaires étrangères serbe. C'est la première fois dans l'histoire des relations internationales que des pays agissent de la sorte mais il faut bien admettre que l'action de l'OTAN au Kosovo ainsi que la création et l'indépendance du Kosovo en 2008 a ouvert une boîte de pandore qui ne cesse de défrayer la chronique!

Alors que le Président serbe a rencontré le nouvel homme fort d'Italie Matteo Salvini il y a quelques mois et que ce dernier ne s'est pas montré opposé à ce que son pays suive lui aussi le chemin du respect du droit international et de la souveraineté territoriale serbe, un collectif créé en France a lui aussi lancé l'offensive pour que la France, allié naturel et ancestral de la Serbie, suive elle aussi ce chemin.

Lancé par Alexis Troude et Paul Antoine, le Collectif pour la Paix au Kosovo vise au travers d'une pétition sur le site [change.org](http://change.org) (Négocier un nouveau statut pour le Kosovo) à organiser un débat à l'Assemblée Nationale pour qu'enfin les autorités françaises cessent de soutenir au Kosovo ceux qui terrorisent, complotent contre la paix et utilisent ce territoire comme base arrière pour leurs activités mafieuses.

Il est évident qu'en temps qu'observateur attentionné du monde, de l'Europe et des Balkans j'ai signé et partagé cette pétition. J'ai décidé de m'engager dans ce débat pour qu'enfin les victimes aient le droit à la parole et pour qu'enfin la paix revienne au Kosovo-Métochie et donc dans les Balkans!

*Alors agonisant, les dernières paroles du roi Alexandre I de Yougoslavie furent les suivantes: "conservez la Yougoslavie, conservez l'amitié Franco-Yougoslave".*

Paul ANTOINE

Alexis TROUDE

Alexandre DEL VALLE